Catherine VAUTRIN

Marne (2^{ème} circonscription) Union pour un Mouvement Populaire Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Élue le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Vice-présidente de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

Membre titulaire du conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteure du projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 398) [6 novembre 2007]

Membre suppléante de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Vice-présidente de l'Assemblée nationale [J.O. du 27 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi nº 208 visant à soumettre les propriétaires de chiens dangereux à l'obtention d'un permis et à en interdire la détention par des personnes non titulaires de ce permis [27 septembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté par le Sénat, renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 398) [20 novembre 2007] (n° 418)

Rapport déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux (n° 739) [7 mai 2008] (n° 853)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique sociale. Handicapés et personnes âgées. Dépendance, prise en charge, modalités [3 juin 2008] (p. 2834)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

nº 139, posée le 29 janvier 2008. Coopération intercommunale. Syndicats intercommunaux (J.O. Questions p. 627). Appelée le 29 janvier 2008. Extensions de réseaux, contribution des communes membres (p. 561)

nº 289, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 4285). Appelée le 27 mai 2008. Aménagements phoniques, Reims (p. 2482)

nº 335, posée le 10 juin 2008. Santé. Endométriose (J.O. Questions p. 4773). Appelée le 10 juin 2008. Prise en charge (p. 3168)

DÉBATS

Projet de loi nº 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

Rapporteure de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 4802)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : accidents (p. 4803) Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 4803)

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4803)

Animaux: propriétaires de chiens dangereux: attestation d'aptitude (p. 4804)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 4804)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4802)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Ses interventions dans la discussion des articles (p. 4823 à 4840)

Article 1er (formation des détenteurs de chiens dangereux à la demande du maire)

Son intervention (p. 4824)

Article 2 (obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et deuxième catégories et de formation de leurs détenteurs)

Son intervention (p. 4825)

Après l'article 2

Son sous-amendement nº 120 (article L. 211-12-1 du Code rural au lieu de L. 211-11) à l'adt nº 83 troisième rectification de M. Éric Ciotti (création d'un permis de détention pour les chiens dangereux mentionnés à l'article L. 211-12 du Code rural) $(p.\ 4825)$: adopté $(p.\ 4826)$

Après l'article 3

Intervient sur l'adt nº 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4827)

Article 4 (contrôle des chiens « mordeurs » et de leurs propriétaires ou détenteurs)

Ses interventions (p. 4829, 4830)

Article 4 bis (évaluation comportementale pour les gros chiens)

Son amendement nº 59 : adopté (p. 4831)

Article 5 bis (sort des chiens de première catégorie qui ne peuvent être déclarés sans avoir été acquis illégalement)

Son amendement nº 56 (de suppression) (p. 4831) : adopté (p. 4832)

Article 5 ter (utilisation d'un chien dans le cadre des activités privées de sécurité)

Son intervention (p. 4832)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Ses interventions (p. 4836, 4837)

Son amendement n° 62 : adopté (p. 4837)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Son intervention (p. 4838)

Ses amendements nº 63 et 64 : adoptés (p. 4838)

Son amendement no 39 (p. 4838)

Son amendement n° 65 rectifié : adopté (p. 4839)

Article 13 bis (entrée en vigueur des dispositions de l'article 4 bis)

Son amendement nº 66 (de suppression): adopté (p. 4839)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2091)

Sa présentation du rapport de la commission des affaires économiques (p. 2092)

Thèmes

Animaux: animaux dangereux: accidents (p. 2092)

Animaux : animaux dangereux : fichiers informatisés (p. 2092)

Animaux : animaux dangereux : sociétés privées de sécurité (p. 2092)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : permis de détention (p. 2092)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : sanctions pénales (p. 2092)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2097)

Ses interventions dans la discussion des articles (p. 2097 à 2100)

Article 4 bis (soumission à l'évaluation comportementale des chiens répondant à des critères de poids)

Son intervention (p. 2098)

Article 5 ter (agents de sécurité et de gardiennage)
Son intervention (p. 2099)

Article 13 bis (entrée en vigueur de l'article 4 bis) Son intervention (p. 2100)

Projet de loi nº 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention (p. 2774)

Thèmes:

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2776)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2775)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2775)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) : taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA) (p. 2775)

Commerce et artisanat : soldes (p. 2775)

Consommation: recours collectifs de consommateurs (p. 2775)

Entreprises : délais de paiement (p. 2774)

Entreprises: entreprises individuelles (p. 2774)

Etat : patrimoine immobilier : collectivités territoriales (p. 2775)

Logement: logement social: financement (p. 2776)

Marchés publics: petites et moyennes entreprises (p. 2774)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2775)

Professions libérales : commissaires aux comptes (p. 2775)

Télécommunications : Internet : accès (p. 2775)

Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2775)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937); [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047); [9 juin 2008] (p. 3077, 3111); [10 juin 2008] (p. 3191, 3225); [11 juin 2008] (p. 3273, 3311); [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 139 rectifié de la commission (définition législative des particuliers employeurs) (p. 2911 et s.)

Article 1er (création d'un statut fiscal et social simplifié pour les petits entrepreneurs)

Son amendement nº 288 rectifié : adopté (p. 2926)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2939)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses amendements nos 659 et 660 (p. 2951)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son intervention (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Son intervention (p. 2972)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 158 de la commission

Son sous-amendement nº 1504 à l'adt nº 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977) : devenu sans objet (p. 2978)

Son sous-amendement n° 1497 à l'adt n° 1459 rectifié de M. Richard Mallié (p. 2977) : devenu sans objet (p. 2978)

Article 7 (réserve d'une part des marchés publics aux sociétés innovantes)

Son intervention (p. 2996)

Après l'article 10

Son amendement nº 592 (compensation des variations du coût des carburants) : adopté (p. 3011)

Après l'article 11

Intervient sur l'adt n° 172, deuxième rectification de la commission (mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel) (p. 3013)

Article 14 (simplification du fonctionnement des SAS)
Son intervention (p. 3039)

Après l'article 14

Intervient sur l'adt n° 445 de la commission (rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3052)

Après l'article 17

Son sous-amendement n° 1510 (extension du tutorat aux cédants et aux repreneurs d'une entreprise libérale) à l'adt n° 1170 rectifié de Mme Laure de La Raudière (tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 3058) : adopté (p. 3059)

Après l'article 20

Intervient sur les adts n^{os} 561 et 884 de M. François Brottes (p. 3071)

Intervient sur l'adt n° 563 de M. François Brottes (suppression de la date limite d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché - TaRTAM) (p. 3071)

Intervient sur les adts n^{os} 562, 564 rectifié et 640 de M. François Brottes (p. 3071)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 446 de la commission (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196)

Son amendement nº 658 (coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 3196) : adopté après rectification (suppression du gage) (p. 3198)

Article 36 (rescrit en matière de crédit d'impôt recherche)

Son intervention (p. 3206)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3217)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3325)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 3325)

Après l'article 22

Son amendement nº 634 précédemment réservé (désignation du président de la Commission d'examen des pratiques commerciales) : adopté (p. 3423)

Explications de vote et votes [17 juin 2008] (p. 3504)

Ses explications de vote (p. 3506)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 3507)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [22 juillet 2008] (p. 4836)

Son intervention (p. 4846)

Thèmes:

Banques et établissements financiers : livret A (p. 4847)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 4847)

Commerce et artisanat: autorisations d'ouverture (p. 4847)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4847)

Entreprises : centres de formalités des entreprises (p. 4846)

Entreprises : délais de paiement (p. 4846)

Professions libérales: centres et associations de gestion agréés (p. 4846)

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 4847)